



Contribution externe : L'immigration menace-t-elle notre économie ?

Frédéric Docquier, chercheur qualifié FNRS et professeur d'Économie à l'UCL

Entre 1960 et 2010, le stock mondial de migrants internationaux est passé d'environ 92 à 211 millions, ce qui traduit une évolution quasiment proportionnelle à celle de la population mondiale⁵⁸³. Toutefois, dans les pays à haut revenu, le stock d'immigrés a augmenté beaucoup plus rapidement que la population ; il s'est accru de 33 à 115 millions, soit de 4,5 à 11,0% de la population. Un autre fait remarquable est qu'en moyenne, cet accroissement s'explique totalement par l'immigration en provenance des pays en développement (la part des immigrés du Sud dans la population des pays du Nord a augmenté de 1,5 à 8,0%). La Belgique a connu des tendances similaires : entre 1960 et 2010, la part de la population d'origine étrangère s'est accrue de 4,8 à 10,3% et, au sein de cette population immigrée, la proportion de migrants originaires des pays en développement a augmenté de 17 à 41%. En bref, depuis la seconde guerre mondiale, la Belgique et les autres pays riches ont accueilli de plus en plus de migrants, et en particulier, de plus en plus de migrants originaires de pays économiquement, géographiquement et culturellement distants.

Il est donc naturel que la question de l'immigration se soit progressivement imposée comme l'une des préoccupations majeures du monde politique et académique, et comme une source de crainte pour la population. La récente vague du *European Social Survey* (ESS 2014) révèle qu'en Europe, environ 40% des européens souhaiteraient une immigration nulle ou limitée ; cette part atteint 48% lorsqu'il s'agit de l'immigration en provenance des pays pauvres⁵⁸⁴. Les proportions observées en Belgique sont très proches de ces moyennes européennes. Ces opinions reposent partiellement sur des considérations économiques, en particulier la crainte d'un effet négatif sur le marché du travail et sur les finances publiques. Dans l'ESS 2014, seuls 25% des

Européens (et 22% des répondants belges) considèrent que l'immigration améliore les finances publiques ; et seuls 36% des Européens (et 26% des Belges) pensent que l'immigration crée des emplois. Les mêmes attitudes sont observées de l'autre côté de l'Atlantique ; selon les *Transatlantic Trends on Immigration*, environ 52% des citoyens américains en 2010 perçoivent l'immigration comme néfaste pour l'emploi et les salaires⁵⁸⁵.

La littérature académique offre une vision différente ou, du moins, plus nuancée. L'économie n'est pas une science exacte et il serait présomptueux d'avancer des certitudes lorsqu'il s'agit d'expliquer des comportements humains ou de société. Toutefois, la grande majorité des économistes spécialisés dans l'économie de l'immigration défendent le point de vue selon lequel, à son niveau actuel et dans de nombreux pays, les effets de l'immigration ne sont néfastes ni pour l'économie dans son ensemble, ni pour les travailleurs moins qualifiés. Ceci ne signifie certainement pas que tous les immigrés contribuent positivement à l'économie, que tous les natifs bénéficient de l'immigration, ou que l'immigration n'est pas responsable de troubles locaux (poches de pauvreté, de violence, etc.). Cela signifie seulement qu'il est vraisemblable qu'une majorité des citoyens bénéficie des effets économiques de l'immigration. La suite de cette note synthétise les arguments économiques supportant ce point de vue général, et illustre les propos à l'aide de données relatives à l'économie belge.

IMMIGRATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL

L'arrivée d'immigrants sur notre territoire constitue un choc d'offre sur le marché du travail. Si la demande de travail était inchangée, ce choc impliquerait une diminution de l'emploi des natifs, diminution d'autant plus forte que les migrants offrent une main d'œuvre plus flexible et moins onéreuse que celle des natifs. Toutefois, raisonner à demande de travail inchangée est erroné pour deux raisons. Premièrement, l'immigration augmente la demande de biens et services dans l'économie ainsi que la rentabilité des investissements ; elle engendre donc une hausse de la demande de travail. Deuxièmement, les migrants n'ont pas les mêmes caractéristiques que les natifs en termes d'éducation, d'âge/expérience, de spécialisation professionnelle ; natifs et migrants ne sont donc pas parfaitement substituables aux yeux des employeurs. Les analyses académiques prennent en compte ces ingrédients et montrent que les trois variables qui déterminent l'impact net sur les salaires et l'emploi des natifs sont (i) les différences de caractéristiques entre

583 Les données utilisées ici sont tirées de Ozden, C., Parsons, C. R., Schiff, M., & Walmsley, T. (2011). Where on earth is everybody? The Evolution of global bilateral migration 1960-2000?. *World Bank Economic Review*, 25(1), 12-56.

584 Voir www.europeansocialsurvey.org/.

585 Voir <http://trends.gmfus.org/>.

les travailleurs étrangers et natifs, (ii) les institutions du marché du travail (ajustement par les salaires ou par l'emploi), ainsi que (iii) les forces qui gouvernent la complémentarité et la substituabilité entre les groupes de travailleurs (jeunes et âgés, fortement et faiblement éduqués, natifs et étrangers, etc.). Les paramètres qui gouvernent ces forces ont été estimés pour quelques grands pays mais pas pour la Belgique. Utiliser les paramètres estimés aux États-Unis pour la Belgique semble une hypothèse assez conservatrice. En effet, la base de données DIOC de l'OCDE montre que chez les peu qualifiés en 2010, la probabilité qu'un immigré et qu'un natif tirés au hasard dans la population occupent la même profession est 30 à 40% plus faible en Belgique qu'aux États-Unis⁵⁸⁶. La complémentarité entre travailleurs natifs et immigrés semble donc plus forte en Belgique.

Selon la base DIOC, l'immigration belge entre 2000 et 2010 a augmenté la population en âge d'activité d'environ 4,5%. En pondérant les populations par leurs taux de participation respectifs (plus faibles chez les immigrés), le choc s'élève à quelque 3,1%. Contrairement à la décennie précédente, les travailleurs immigrés arrivés entre 2000 et 2010 sont moins qualifiés que les natifs (12% de diplômés de l'enseignement supérieur, contre 23% chez les natifs). En injectant ces données dans un modèle standard d'offre et de demande du travail calibré sur données américaines,⁵⁸⁷ l'effet estimé sur le revenu salarial des natifs peu qualifiés s'élève à -0,35% (impliquant une diminution du salaire et/ou du taux d'emploi). A priori, les forces de complémentarité ne sont donc pas suffisamment fortes pour enrayer la concurrence accrue sur le marché du travail des peu qualifiés ; toutefois, l'effet semble limité. Au taux marginal de taxation en vigueur, cela représente une perte annuelle de 57 euros par année après impôts. Au contraire, l'effet sur les natifs qualifiés est positif (+292 euros) ainsi que l'effet sur le travailleur belge moyen (+30 euros). Ces conclusions ne sont pas généralisables à tous les pays et toutes les périodes. En Belgique et dans d'autres pays européens, la structure par niveau d'éducation de l'immigration est en déclin, ce qui s'explique par l'accroissement de l'immigration en provenance des pays plus pauvres. Les mêmes modèles de marché du travail démontrent que l'immigration belge de 1990 à 2000 était plus favorable aux peu qualifiés, et néfaste pour les qualifiés.

IMMIGRATION ET FINANCES PUBLIQUES

A l'aide de données d'enquêtes sur les ménages ou de données fiscales, il est relativement aisé d'identifier les taxes payées par les migrants ainsi que les transferts publics qu'ils reçoivent. Toutefois, l'intervention publique ne se limite pas aux taxes personnelles et aux transferts ; de nombreuses taxes et catégories de dépense publique ne peuvent être affectées directement à des groupes d'individus (défense nationale, justice, infrastructure publique, politique commerciale, etc.). Dans une étude comparative récente, l'OCDE a évalué l'impact fiscal de l'immigration sous divers scénarios⁵⁸⁸. Si on se limite aux taxes et transferts individualisables en 2007-2009, le stock d'immigrés en Belgique engendre un surplus fiscal équivalent à 0,76% du PIB. En supposant une répartition uniforme de toutes les recettes et dépenses non individualisables, l'effet fiscal tombe à 0,06% du PIB. Un scénario intermédiaire réaliste consiste à supposer que deux tiers des dépenses non individualisables sont affectées par l'immigration, et qu'un tiers ne l'est pas. Dans ce cas, l'immigration génère un surplus fiscal équivalent à environ 0,3% du PIB ce qui, multiplié par le PIB par habitant, correspond à un gain fiscal de 117 euros par individu. L'effet fiscal est donc positif. Ce gain fiscal vient augmenter le gain salarial encouru par les travailleurs qualifiés, et compense le coût salarial chez les peu qualifiés. Soulignons toutefois que cet effet fiscal est loin d'être « optimisé ». Les taux d'emploi des immigrés de première et seconde générations sont faibles en Europe. L'étude de l'OCDE montre que l'effet fiscal de l'immigration augmenterait de 0,5 points de pourcentage du PIB (soit environ 200 euros par habitant) si les taux d'emploi des immigrés étaient identiques à ceux des natifs⁵⁸⁹.

IMMIGRATION ET POUVOIR D'ACHAT

Les théories du commerce international ont montré que l'élargissement de la taille des marchés va de pair avec une augmentation de la diversité des biens disponibles dans l'économie ; ceci est bénéfique pour les consommateurs, qui profitent de la concurrence accrue sur le marché des biens et d'une baisse de l'indice général des prix. Ces constats s'appliquent naturellement à l'immigration, qui stimule le PIB domestique et la diversité des biens disponibles pour les consommateurs. Aux taux d'emplois observés en Belgique, l'immigration de la décennie 2000-2010 a augmenté la taille du marché domestique

586 Voir www.oecd.org/els/mig/dioc.htm.

587 Le modèle est présenté dans Docquier, F., C. Ozden, G. Peri (2014). The labor market impact of immigration and emigration in OECD countries, *Economic Journal*, 124 (579), 1106-1145. Les paramètres retenus ici correspondent au scénario intermédiaire (Tableau 3).

588 Voir OCDE (2013). The fiscal impact of immigration in OECD countries. *International Migration Outlook 2013*, OCDE: Paris.

589 Dans ce contexte, l'effet sur le marché du travail serait davantage négatif pour les peu qualifiés.

d'environ 2%. Les paramètres estimés dans les modèles de commerce révèlent qu'un tel accroissement est susceptible d'engendrer une baisse de 0,6% de l'indice des prix, soit un gain de pouvoir d'achat équivalent à 92 euros par an pour un travailleur peu qualifié⁵⁹⁰.

IMMIGRATION ET COHÉSION SOCIALE

En appliquant les théories économiques récentes, il semble donc très improbable que l'immigration exerce un effet économique direct néfaste pour le natif moyen. Aussi, le débat académique se déplace progressivement sur les conséquences à plus long terme de l'intégration et de la mixité culturelle. Ainsi, quelques auteurs tels que Paul Collier ont avancé l'idée qu'en augmentant la diversité culturelle, l'immigration peut altérer le capital social, la confiance et l'identité nationale⁵⁹¹. A travers l'altruisme et la solidarité, l'immigration affecterait négativement le support politique pour notre système redistributif, ce qui pourrait conduire à son effritement progressif et induire une augmentation des inégalités à long terme. Dans les études macroéconomiques existantes, ces effets n'ont pas été validés : par le passé, l'augmentation de la diversité (mesurée par la probabilité que deux individus tirés au hasard dans la population proviennent de deux pays différents) semble avoir engendré une augmentation du revenu, de la productivité et de l'innovation⁵⁹². Les données microéconomiques de l'ESS montrent toutefois que l'immigration non qualifiée influence négativement les attitudes des natifs envers la redistribution. Les implications de long terme de la diversité font l'objet de nouvelles explorations. Les enjeux sont importants : étant donné les perspectives démographiques et économiques, les questions de pression migratoire, d'intégration et de mixité culturelle constituent des défis majeurs pour le 21^{ème} siècle.

590 Voir Aubry, A., M. Burzynski, F. Docquier (2016). The welfare impact of global migration in the OECD countries. *Journal of International Economics*, à paraître.

591 Voir Collier, P. (2013). *Exodus: How Migration is Changing Our World*. Oxford University Press: Oxford.

592 Voir, par exemple, Ottaviano, G.I.P. & G. Peri (2006). The Economic Value of Cultural Diversity: Evidence from U.S. Cities. *Journal of Economic Geography* 6 (1): 9-44; Alesina, A. & J. Harnoss & H. Rapoport (2013). Birthplace Diversity and Economic Prosperity. *Journal of Economic Growth*, à paraître.